

ÉCONOMIE

Ousmane Sonko :
"Matam doit devenir un
poumon économique"



P. 3

MÉDIAS

Tambacounda va abriter
"la première maison de la
presse décentralisée"



P. 6

TECHNOLOGIES

Digitalisation
de l'administration :
le projet Gov'athon
présenté à Ziguinchor



P. 7

CINÉMA

MATI DIOP : « REMETTRE EN QUESTION L'HÉRITAGE COLONIAL DU SYSTÈME ÉDUCATIF »

Au mois de mai dernier, la réalisatrice franco-sénégalaise Mati Diop était présente à Dakar pour la première africaine de son film documentaire Dahomey, primé deux mois plus tôt à la 74ème édition du Festival international de Berlin, en Allemagne.

Dans un entretien accordé à l'APS, elle a notamment insisté sur la nécessité d'ouvrir l'imaginaire sur les questions que la problématique des restitutions pose.

LIRE PAGES 4 & 5



SOCIÉTÉ

■ Par Mamadou Yaya Kanté

Dakar – La cinquième édition du Carnaval de Dakar, prévue du 28 novembre au 1er décembre prochain, sera placée sous le thème "Patrimoine et transmission", ont annoncé, jeudi, ses organisateurs. "Nous sommes à une époque de mondialisation où tout est ouvert, nous devons donc promouvoir nos cultures et les transmettre aux jeunes générations", a déclaré la présidente dudit carnaval, Fatou Kassé Sarr, lors d'une conférence de presse, au Grand Théâtre national, à Dakar.

Les membres du mythique groupe Xalam 2, patrimoine musical sénégalais représenté par le musicien Henri Guillabert, et le professeur Pape Massène Sène ont été désignés parrains de cette édition.

L'édition de cette année est organisée en "étroite collaboration" avec le Grand Théâtre qui va abriter la plupart des activités, signale Fatou Kassé Sarr. "On a fait des innovations cette année en nouant des partenariats avec le Grand Théâtre, l'Ecole nationale des arts et métiers de la culture (Enamc) et le groupe Xalam 2, qui est notre parrain", a-t-elle souligné.

Elle a annoncé que le groupe "Mas ka Klé" de la Guadeloupe sera à Dakar avec une délégation de 55 personnes pour retrouver ses racines africaines et rencontrer les Sénégalais. Il est aussi prévu cette année,

LE CARNAVAL DE DAKAR 2024 PLACÉ SOUS LE SIGNE DU PATRIMOINE ET DE LA TRANSMISSION



des expositions d'artisans, des panels, des ateliers, et des animations. Fatou Kassé Sarr rappelle que le carnaval de Dakar est un festival visant à valoriser le patrimoine culturel national. Elle a souligné, d'ailleurs, que le nom complet de l'évènement est "Carnaval de Dakar sunu thioassaane". "L'accompagnement du Grand Théâtre

national entre dans le cadre de notre programme d'appui aux acteurs culturels. Nous allons lancer à la veille du carnaval le baptême du grand théâtre", a fait savoir Serigne Fall Guèye, directeur général du Grand Théâtre national. ■

CINÉMA

AVANT-PREMIÈRE D'UN DOCUMENTAIRE CONSACRÉ À L'ANCIEN PRÉSIDENT ABDOULAYE WADE, MARDI

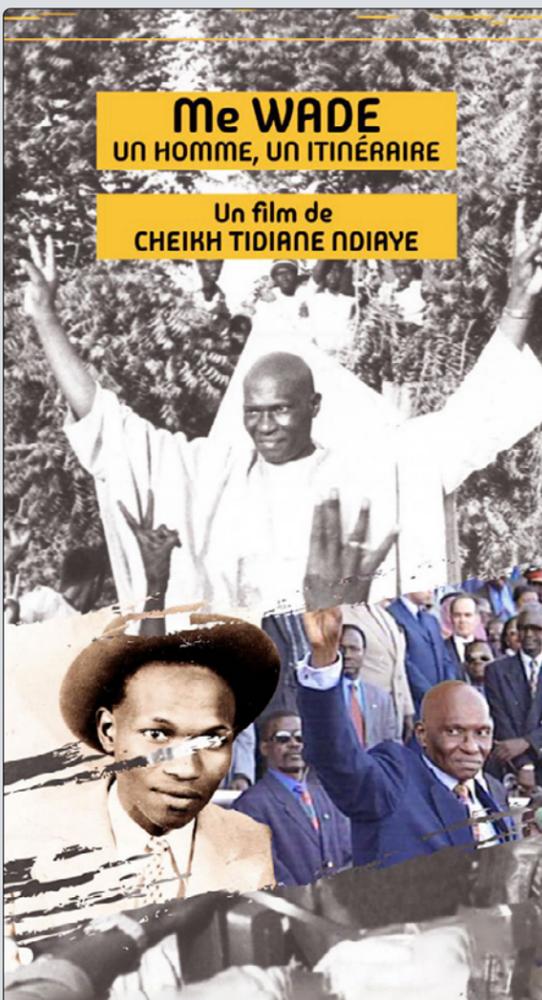
■ Par Fatou Kiné Sène

Dakar – Une projection en avant-première du documentaire "Me Wade : un homme, un itinéraire", du journaliste et réalisateur sénégalais Cheikh Tidiane Ndiaye, va se tenir au cinéma Pathé Dakar, mardi prochain, annonce un communiqué parvenu à l'APS. "Le film retrace le parcours exceptionnel de Me Wade, raconté par lui-même", précise le texte.

Abdoulaye Wade, âgé de 98 ans, avocat et économiste, a mené une vie d'opposant contre Léopold Sédar Senghor (1906-2001) en créant le Parti démocratique sénégalais en 1974.

Adversaire politique d'Abdou Diouf ensuite, il devient ministre d'État dans son "gouvernement de majorité présidentielle élargie", de juin 1993 à mars 1995. Ce gouvernement était dirigé par Habib Thiam (1933-2017). En 2000, Abdoulaye Wade est élu président de la République en battant Abdou Diouf au second tour du scrutin marquant la première alternance du pouvoir au Sénégal. Il sera ensuite réélu en 2007 puis battu au second tour de l'élection présidentielle de 2012 par Macky Sall.

Le réalisateur du documentaire "Me Wade : un homme, un itinéraire" a dirigé la chaîne de télévision Canal Info News. Cette télévision privée sénégalaise a cessé d'émettre depuis une dizaine d'années. ■



SOCIÉTÉ NATIONALE
AGENCE DE PRESSE SÉNÉGALE
(APS)

ADRESSE :

Maison de la presse,
Rue 5 x Corniche ouest
Médina (Dakar)

DIRECTEUR GÉNÉRAL :
Thierno Ahmadou Sy

DIRECTEUR DE L'INFORMATION
ET DES CONTENUS :
Amadou Samba Gaye

CHEF DE SERVICE :
Aboubacar Demba Cissokho

PHOTOGRAPHES :
Pape Demba Guèye
Dieylani Seydi
Aliou Sylla

MONTAGE / INFOGRAPHIE :
Essa Seck

SERVICE COMMERCIALE :
Yaye Fatou Ndiaye
Infoline : 77 280 96 96 - 77 280 95 95

POLITIQUE

■ Par Abdou Kogne Sall

Dakar – L'Assemblée nationale a déclaré vendredi avoir pris acte de la décision du président de la République de fixer au vendredi 13 septembre 2024 la tenue de la Déclaration de politique générale du Premier ministre Ousmane Sonko, a appris l'APS de l'institution parlementaire.

Dans un communiqué rendu public à l'issue d'une réunion de son bureau et de celle de la conférence des présidents des groupes parlementaire, l'Assemblée nationale souligne que la décision du chef de l'Etat s'inscrit en droite ligne de la tradition républicaine.

Le président de la République Bassirou Diomaye Faye avait plus tôt dans la journée adressé une lettre au président de l'Assemblée nationale dans laquelle il fixait au 13 septembre la date de tenue de la Déclaration de politique générale (DPG) du Premier ministre, Ousmane Sonko.

"Le président de la République, conformément à ses prérogatives constitutionnelles et à l'histoire du Sénégal, a informé l'Assemblée nationale dans une lettre en date du 6 septembre 2024 de la tenue le vendredi 13 septembre de la DPG, conformément au règlement intérieur de l'institution parlementaire en son article 97", avait annoncé à l'APS, Yankhoba Diémé, le ministre de l'Emploi, du Travail et des Relations avec les institutions. Un nouveau développement dans ce qui a pris les

INSTITUTION TENUE DE LA DPG LE 13 SEPTEMBRE : L'ASSEMBLÉE NATIONALE SE PLIE À LA DÉCISION DU CHEF DE L'ETAT



allures d'un bras de fer entre le pouvoir et l'opposition parlementaire, incarnée par la coalition Benno Bokk Yakaar, majoritaire à l'Assemblée nationale.

Jeudi, une réunion de la Conférence des présidents des groupes parlementaires a débouché sur la convocation des députés en séances plénières à partir de lundi pour l'examen de trois projets de loi, suivi mercredi de la Déclaration de politique générale du Premier ministre Ousmane Sonko. Cette réunion a été organisée dans la foulée de l'ouverture le même jour de la troisième session extraordinaire de l'année 2024 convoquée par

le président de la République qui s'est appuyé sur ses prérogatives constitutionnelles.

La session extraordinaire, ouverte à l'initiative du président de la République, se tient après que les députés de Benno Bokk Yaakaar (opposition) ont déposé une motion de censure visant à dissoudre le gouvernement.

L'ouverture de ladite session extraordinaire a entraîné la suspension du processus qui devait conduire à l'examen de la motion de censure. Selon l'article 84 de la Constitution, l'ouverture de cette session extraordinaire bloque la procédure de la motion de censure de Benno Bokk Yaakaar contre le gouvernement. Cette motion de censure découle d'un bras de fer entre le pouvoir exécutif et l'opposition parlementaire. Dans cette confrontation, l'Assemblée nationale a rejeté, lundi, un projet de modification de la Constitution qui visait à dissoudre le Haut Conseil des collectivités territoriales (HCCT) et le Conseil économique, social et environnemental (CESE), deux assemblées consultatives.

Après avoir "pris acte" de la décision de l'institution parlementaire, le chef de l'État a limogé, mercredi, la présidente du HCCT, Aminata Mbengue Ndiaye, et le président du CESE, Abdoulaye Daouda Diallo, deux hauts responsables de partis politiques membres de Benno Bokk Yaakaar. ■

ÉCONOMIE

OUSMANE SONKO : "MATAM DOIT DEVENIR UN POU MON ÉCONOMIQUE"

■ Par Amadou Thiam

Matam – Le Premier ministre, Ousmane Sonko a fait part samedi, de la volonté des nouvelles autorités sénégalaises de faire de la région de Matam (nord), "un poumon économique" du pays", grâce à une "une meilleure exploitation, une transformation locale du phosphate" exploité dans la commune de Ndendory.

"Matam doit devenir un poumon économique grâce à une meilleure exploitation, une transformation locale du phosphate en engrais phosphatés pour améliorer les rendements agricoles mais aussi lutter contre l'exode rural des populations de la région", a dit M. Sonko, après avoir officiellement lancé la 4e édition de la Journée nationale "Sétal Sunu Réew", au marché central de Matam.

"Pour nous, il est hors de question d'exporter le phosphate brut de Matam, un des meilleurs du Sénégal en termes de qualité et dans le monde. Notre option est de l'extraire, le transformer sur place, dans l'objectif de créer une chaîne de valeur allant de l'extraction, la production et la distribution d'engrais phosphatés", a-t-il fait valoir en présence des autorités administratives et locales de la région de Matam.

Il a expliqué que cette nouvelle option de l'Etat du Sénégal, dans la production du phosphate vise principalement à mettre un terme au monopole des multinationales étrangères sur notre phosphate comme par le passé. "Nous voulons à travers cette chaîne de valeur, produire en grande quantité d'engrais phosphatés pour booster l'agriculture dans la région de Matam, au Fouta en particulier et dans toutes les régions du



Sénégal", a-t-il dit, magnifiant le potentiel minier de cette région.

Par ailleurs, le Premier ministre a relevé que le gouvernement n'exclut pas d'exporter le surplus de phosphate brute pour bénéficier des devises étrangères. Il a indiqué que dans la perspective de transformation locale du phosphate, une mission conduite par le ministre de l'Industrie séjourne en ce moment au Maroc, pour s'enquérir de l'expérience de ce pays dans la production d'engrais phosphatés.

Accompagné des ministres Cheikh Tidiane Dièye (Hydraulique et Assainissement), Khady Diène Gaye (Jeunesse) et d'Ibrahima Sy (Santé), le chef du gouvernement s'est rendu par la suite sur les berges du Fleuve Sénégal après avoir assisté à une démonstration de la Croix-Rouge sénégalaise sur les techniques de premiers secours. Un peu plutôt le

chef du gouvernement a pris part aux activités de nettoyage à la gare routière de Ourossogui avant de se rendre à Matam pour lancer officiellement les activités de la quatrième édition de la journée nationale "Sétal Sunu Réew".

Organisée sous la thématique générale "Engagement citoyen de la jeunesse pour un Sénégal propre", cette édition a été mise également à profit pour sensibiliser et former la jeunesse aux premiers secours, aux gestes utiles pour sauver des victimes d'accidents de la route, de noyades ou d'accidents vasculaires cérébraux.

A cette occasion une séance de démonstration des techniques de premiers secours a été faite à l'honneur du Premier ministre et de sa délégation par la Croix-Rouge sénégalaise.

La Journée nationale "Sétal Sunu réw" est une initiative de mobilisation sociale lancée par le président de la République Bassirou Diomaye Faye depuis le mois de juin pour "amener les populations à participer à la prise en charge de la propreté et du cadre de vie dans leurs quartiers". Elle vise aussi à impliquer activement les communautés aux activités de développement locales et d'intérêt public en rapport avec les services de l'Etat.

Après son lancement à Thiaroye Gare à Dakar en juin, la journée nationale de "Sétal Sunu réw" s'est déroulée à Saint Louis le premier week-end du mois de juillet et à Touba au début du mois d'août. Dans le contexte d'hivernage, les trois premières éditions étaient axées sur la gestion et la prévention des inondations, ainsi que sur le reboisement. ■

INTERVIEW

CINÉMA

MATI DIOP : « REMETTRE EN QUESTION L'HÉRITAGE COLONIAL DU SYSTÈME ÉDUCATIF »

■ Propos recueillis par Aboubacar Demba Cissokho

Au mois de mai dernier, la réalisatrice franco-sénégalaise Mati Diop était présente à Dakar pour la première africaine de son film documentaire Dahomey, primé deux mois plus tôt à la 74ème édition du Festival international de Berlin, en Allemagne. Dans un entretien accordé à l'APS, elle a évoqué les raisons pour lesquelles elle a consacré ce film au sujet de la restitution des biens culturels spoliés pendant la colonisation européenne en Afrique et gardés dans des musées occidentaux. Elle a notamment insisté sur la nécessité d'ouvrir l'imaginaire sur les questions que la problématique des restitutions pose. Entretien.

Vous avez organisé la première mondiale de Dahomey, votre dernier film en date – un film documentaire sur la question de la restitution des biens culturels spoliés pendant la colonisation à l'Afrique. Pour la symbolique, cette première s'est tenue à Dakar. Je vous ai entendu dire que d'abord c'était Cotonou, la capitale du Bénin, qui était prévue, et là, "par hasard ou par un concours de circonstances, c'est Dakar"...

Je m'appelle Mati Diop. Donc, autant vous dire que cette première mondiale à Dakar me remplit de joie. En effet, à l'origine, ça devait être Cotonou, ce qui est tout à fait légitime vu que le film s'est tourné là-bas. Mais finalement, les circonstances font que j'ai commencé par Dakar. Et c'était un sentiment de retrouvaille, cinq ans après Atlantique, finalement, que Dahomey, la première mondiale, se fasse ici. C'était très bien aussi.

Parlant du sujet, y avait-il chez vous un intérêt particulier avant, ou bien il a été imposé par l'actualité, par les circonstances ?

C'est vrai que je dois avouer que j'ai longtemps, malgré moi, négligé le sujet du patrimoine culturel africain spolié. Parmi toutes les visites que j'ai pu faire dans des musées type Quai Branly, que ce soit en France ou en Europe, j'ai toujours ressenti un profond malaise, une rage à rentrer en ayant l'intuition que ces œuvres n'avaient rien à faire ici. Mais je n'arrivais pas exactement à en prendre conscience. Je sentais qu'un malaise m'habitait dans ces moments-là. Mais je pense qu'on s'est tellement habitués à tant d'injustices. Il y a aussi des choses qui mobilisent plus directement, plus instantanément nos colères. C'est vrai que ces dernières années, parmi les choses auxquelles j'ai consacré mon travail, c'est notamment le phénomène de l'émigration clandestine, qui très jeune m'a mobilisée, m'a particulièrement touchée. Je n'aurais pas consacré quasiment dix ans de cinéma là-dessus si ce n'était pas le cas. Mais c'est vrai qu'il y a quelque chose de l'ordre de l'angle mort dans mon imaginaire concernant ce patrimoine. Peut-être parce que c'est aussi ce qu'expriment à leur manière les étudiants dans le débat. Certains en sont très conscients, ont vraiment des mots très pertinents pour le dire. Et on sent que d'autres sont dans un rapport à ça qui est plus flou. Ils sentent qu'ils ont grandi sans quelque chose, mais sans en être non plus exactement conscients. Et je pense qu'on est en train d'assister, pour beaucoup, et j'en fais partie, chacun à notre manière, on ouvre les yeux petit à petit



sur les conséquences du colonialisme sur nos psychés, sur nos politiques, sur notre économie, sur nos sociétés. Alors c'est sûr qu'au sein du monde académique, universitaire, il y a des gens qui travaillent tous les jours sur ces questions. Donc ils sont beaucoup plus aguerris et ont beaucoup plus d'armes pour se confronter, pour combattre ce système. Les militants aussi. Mais pour un grand nombre d'entre nous, c'est moins évident de déceler exactement le mal et ces répercussions. Et je pense que c'est... Par exemple, quand le squelette de Saartjie Baartman a été rapatrié, j'avais 20 ans. Et ça m'a marquée. Et en même temps, ce qui m'a le plus marquée, c'est que ça n'a pas été un événement. C'est-à-dire que depuis la France, autour de moi, dans mon environnement, ça n'a pas été un sujet. Et j'avoue qu'à cet âge-là, c'est le genre de sujet que je fuyais plutôt qu'autre chose. L'histoire coloniale est tellement lourde à regarder en face, que j'avais tendance un peu à tourner le regard. Et là, en 2017, quand Emmanuel Macron a prononcé ce discours assez lunaire, qui consistait à dire qu'il fallait absolument rapatrier tout le patrimoine culturel africain d'ici 5 ans - on se rend bien compte qu'en 5 ans, ce n'est pas vraiment un projet réalisable - j'étais dans un autre état d'esprit, dans une autre configuration. Et là, j'étais prête à regarder en face cette question et à y consacrer un temps de réflexion. Mais je n'aurais jamais imaginé que, carrément, j'en ferais un film.

Dans le propos et le parti pris esthétique de la réalisation, ce sont les objets qui parlent. Et ça, c'était important de les faire parler parce qu'on entend les politiques, on entend les universitaires, on entend beaucoup de débats, mais on n'entend pas les objets eux-mêmes qui sont au cœur du déplacement d'un continent vers l'autre...

Exactement ! Le film s'intéresse aux deux points de vue qui ont été les moins entendus au sujet de la restitution et qui, pourtant, sont, selon moi, les plus importants. Les œuvres elles-mêmes, en effet. Moi, en tant que franco-sénégalaise, en tant que franco-africaine, je ne sais pas exactement comment cette culture m'a été transmise, mais en tout cas, je considère le monde invisible comme faisant partie du réel. Et pour moi, ce n'est pas une idée extravagante ou originale de faire parler les œuvres. C'est une évidence. Pour moi, je filme ces œuvres telles que je les considère, et la dimension sacrée que ces œuvres avaient et qui leur étaient attribuées au moment où elles ont été pillées, c'est la relation que j'ai avec elles. Je ne regarde pas ces œuvres comme des objets exotiques, dénués d'intériorité. Pour moi, c'était très important pour ces œuvres qui ont été dépossédées de leur histoire, de leur âme, de leur puissance surtout, et de leur opacité aussi, de leur redonner, à travers le film, cette puissance, cette force de subjectivité. Il y a d'abord eu l'approche filmique, qu'on a vraiment abordé la façon de filmer comme si c'était vraiment elles qui nous embarquaient dans leur voyage. Et dans un deu-

xième temps, un texte a été écrit en collaboration avec un écrivain haïtien, Makenzy Orcel, pour permettre à ces œuvres de se raconter, de se réapproprier leur histoire, leur passé, leur présent. Et la question du futur est une question un petit peu plus mise en chantier, puisque la question du futur de ces œuvres, finalement, leur appartient un peu moins. Parce que ça va dépendre de la capacité à la fois au gouvernement, mais aussi peut-être aux citoyens de décider de leur réinsertion dans le corps social. Et c'est toutes les questions que j'ai essayé de susciter au sein du débat, parce que pour moi c'était très important que cette jeunesse - je n'ai rien à lui apprendre - mais en tout cas j'ai voulu au moins leur donner la possibilité au sein d'un espace que j'ai créé. J'ai choisi un lieu, j'ai fait un casting, et moi j'ai juste voulu poser le cadre d'un débat qui lui permettait, encore une fois, de se réapproprier cette restitution. Parce que, encore une fois, les politiques ne peuvent pas prétendre restituer quoi que ce soit. Les politiques français ne peuvent pas restituer le patrimoine culturel africain. Ils peuvent rapatrier les œuvres, ils peuvent répondre à une demande en menant des démarches juridiques qui déverrouillent des lois figées dans l'histoire et figées dans le marbre, mais aucune loi n'est figée dans le marbre. Les lois sont quand même le reflet d'un rapport au monde aussi. À partir du moment où on annonce - et je parle d'une des déclarations de Macron - que la colonisation est un crime contre l'humanité, il faudrait que juridiquement ce soit suivi par des actes - et ça a été fait miraculeusement pour ces 26 trésors royaux. Il faut que des lois puissent être en phase avec cette déclaration et se déverrouillent afin de, petit à petit, rendre qu'il y ait des vagues successives de restitutions. Malheureusement, la France est prise dans ces contradictions et le processus fait des va-et-vient, j'ai l'impression. Ceux qui peuvent restituer le patrimoine culturel africain une fois qu'il est rapatrié, c'est nous. Que ce soit les Africains ou les Afro-descendants, ces artistes, ces intellectuels. D'ailleurs, Felwine Sarr a beaucoup contribué, avec sa collègue Bénédicte Savoy, à enrichir et à vitaliser la question. Mais il faut qu'on soit le plus possible à enrichir cette question, à ouvrir l'imaginaire relatif aux restitutions, à investir aussi toutes les questions que ces restitutions posent. La question de la transmission de l'histoire africaine pré-coloniale aux jeunes, de ses écrivains, de ses intellectuels, la refondation du système scolaire en Afrique. Pour moi, c'est la grande question du film. Pour moi, un chef d'État qui réclame très légitimement des œuvres sans du tout remettre en question l'héritage colonial du système éducatif, c'est une contradiction absolue. Si on récupère nos œuvres dans le seul but de booster l'économie du pays, d'en faire profiter aux touristes, franchement...

Il y a un changement au niveau mental, au niveau politique, pour que ces restitutions-là ne soient le prétexte d'un changement plus global sur les relations, sur la remise en cause de la colonialité même des relations.



Oui. C'est vrai que les restitutions sont très représentatives, portent en elles l'opportunité extraordinaire de repenser, de refonder la relation entre les anciennes puissances coloniales et les pays africains anciennement colonisés. C'est vraiment l'un des spectres à travers lequel cette relation peut être repensée. Mais malheureusement, c'est aussi une situation qui est très représentative d'où nous en sommes. Et malheureusement, au-delà des déclarations qui ont pu être faites par la France, que ce soit par Emmanuel Macron en 2017, lorsqu'il annonce l'intention de rendre ce patrimoine, sont en contradiction avec, par exemple, les sanctions qui ont été imposées au Niger, au Burkina, au Mali, s'affranchissant de la France. En fait, on ne peut pas à la fois considérer que la colonisation est un crime contre l'humanité, dire qu'on veut rendre le patrimoine africain et en même temps durcir l'accès des Africains en demande d'asile en France. À un moment donné, il faut être cohérent. Soit la France assume de travailler sur sa responsabilité – je parle de nos contemporains – mais leur responsabilité historique de faire face à leur passé colonial et d'y répondre à travers des lois qui sont dans une démarche de réparation. On a l'impression que tout ce qui est annoncé comme intention est plutôt des tentatives de séduction d'une certaine jeunesse africaine qu'on essaie de manipuler, mais franchement ça ne marche pas, qu'on essaie de manipuler en vain, parce que cette jeunesse africaine, comme on le voit, elle n'est absolument pas dupe de cette acrobatie, on va dire, marketing, communication.

Est-ce qu'il y a des difficultés que vous avez rencontrées liées à la façon dont vous vouliez traiter ça, à la façon dont vous vouliez mettre de la fiction, c'est-à-dire faire parler les objets ? Est-ce qu'il y a eu des difficultés en cours de tournage, des recadrages que vous avez dû faire, parce que des difficultés se sont imposées à vous ?

Alors, c'est un film, grâce à l'engagement de mon équipe, d'abord de mes coproductrices, les Films du Bal, qui m'ont accompagnée tout de suite sur le lancement du tournage qu'il a fallu improviser, grâce à l'engagement aussi des collaborateurs artistiques, techniciens, techniciennes, qui, pendant deux ans, malgré le rythme assez particulier du tournage – on tournait, on arrêtait pendant longtemps pour monter, on retournait – ont quand même tenu sur deux ans. Je n'ai quasiment rencontré aucune difficulté, puisque justement, contrairement à un film comme *Atlantique*, qui est une fiction où on avait tant de semaines pour tout tourner, et qu'il fallait tout rentrer dans la boîte en un temps très court, et où ça a été très difficile pour moi, puisque c'était un premier long-métrage, et que les tournages plus traditionnels de la fiction sont beaucoup plus contraignants en réalité, qu'un film dont le processus documentaire, et aussi la façon dont le film a suivi l'agenda des œuvres, avec pas mal de respiration entre les chapitres, m'ont vraiment permis une très grande liberté d'approche, m'ont permis

de tourner, puis de monter, puis de tourner encore, et de remonter. C'est un dispositif de tournage qui pour moi a été tellement plus gracieux, tellement plus libre que sur un tournage de fiction classique, et j'avais aussi, après *Atlantique*, qui m'a pris énormément de temps, envie de revenir à une manière de tourner plus libre, plus inventive, et c'est vrai que le documentaire, au-delà de l'objet fini, c'est surtout le processus de travail qui est différent que le résultat. Parce qu'au final, on ne peut pas dire que *Dahomey* soit un documentaire, on ne peut pas dire que ce soit un film fantastique non plus. Ce qui est sûr c'est que c'est du cinéma, et qu'on part d'une situation réelle, d'un événement historique réel et au présent, mais qui n'est pas séparé d'une dimension plus mystique, métaphysique même. Mais en tout cas, en termes de tournage, c'était extrêmement enrichissant, extrêmement passionnant comme dispositif.

En parlant d'*Atlantique*, du tournage, quand vous voyez le lien, le point que vous mettez entre le film, l'objet et l'invisible que vous interrogez, la métaphysique, le monde de fantôme, on trouve cette préoccupation de faire parler un monde qui est invisible, même dans *Dahomey*, parce que les objets qui parlent, c'est quand même un monde qu'on ne voit pas. On est embarqué avec les objets qui parlent, pourquoi cette préoccupation dans la démarche artistique de toujours tendre le miroir de l'invisible, ou de faire parler l'invisible, pour faire écho à ce qui se passe dans un film ou dans la réalité ?

En ce qui concerne *Dahomey*, pour moi, la tentative c'était vraiment de restituer la puissance de ces œuvres, et du coup de notre culture et de notre âme en tant qu'Africain, en tant qu'Africaine. Et je pense que nous reconnecter à la puissance de cet héritage qui existe encore en nous aujourd'hui, qui est quelque part intemporel, je pense que c'est une quête, une recherche de quelque chose qu'on est censé avoir perdu. Soit c'est une manière d'évoquer l'idée qu'on ne l'a jamais perdue et qu'elle est convocable à tout moment, et je pense que le cinéma est l'un des outils les plus aptes à restituer cette notion d'âme de puissance, et d'opacité aussi, parce que tout n'est pas finalement descriptible. Et la raison pour laquelle le cinéma est vraiment un médium idéal pour restituer ça, c'est qu'à travers le son, à travers l'image, on peut vraiment, je pense, amener le spectateur à communier avec quelque chose de plus grand que lui, qui n'a pas de nom en fait.

Et à faire voyager les imaginaires vers un monde qu'autrement on n'atteindrait pas.

Exactement.

Et le prix à Berlin, l'Ours d'or. Comment avez-vous interprété cette récompense ? Evidemment c'est une récompense pour une œuvre cinématographique, mais sur la théma-

tique – puisque Berlin est politique – le signal, le message derrière, vous l'avez peut-être perçu comme ça ?

Il y a deux niveaux. Il y a un niveau personnel et un niveau collectif. Un niveau collectif, pour moi, c'est le signe d'un besoin de la part des spectateurs, que les gens, je pense, ont vraiment besoin de renouer avec un cinéma qui est le témoin de leur époque, qui, encore une fois, restitue l'urgence politique de notre époque. Je pense que ce qui a été salué, c'est au-delà du traitement et de l'originalité de la mise en scène, je pense que c'est vraiment le signe – alors là c'est un jury, il s'agit de professionnels et le geste politique, et bien sûr l'esthétique qui l'accompagne. Et j'ai senti à Berlin, de la part des spectateurs, beaucoup de gratitude de voir un film qui s'empare de son époque, d'un sujet. Je pense que beaucoup de personnes ont besoin d'entrer en relation avec la question du patrimoine spolié, parce que ça intéresse énormément de gens, qui, comme moi, n'ont pas forcément pris conscience. Il y a tellement d'autres urgences politiques, il se passe des choses tellement graves dans beaucoup d'endroits du monde, que c'est vrai que la question du patrimoine n'est pas forcément toujours considéré comme une urgence. Mais je pense que la façon dont le spectateur est amené à réfléchir, la place que je lui donne aussi au sein du film, où il est en mesure d'entrer en relation avec l'œuvre, de suivre cette œuvre dans un voyage, dans une odyssée, de faire la connaissance d'une jeunesse africaine qui ne l'entend jamais parler comme ça, j'ai le sentiment que le jury a exprimé aussi sa gratitude d'avoir été déplacé. Je pense qu'on est tellement inondé d'impérialisme culturel américain, de blockbusters, de films commerciaux, que lorsqu'un film politique surgit – et c'est vrai qu'à Berlin c'était le contexte. Après, à un niveau plus personnel, de la même manière que le Grand Prix m'avait beaucoup touchée...

Le Grand Prix pour *Atlantique*, à Cannes...

Oui. Comme je suis quelqu'un qui, jusqu'à présent, n'a pas fait de compromis, dans le sens où c'était audacieux de proposer un film en wolof, tourné en banlieue de Dakar, dans un moment où les gens ne s'intéressaient pas spécialement à l'Afrique. L'Afrique est devenue très hype depuis, tout le monde ne jure que par l'Afrique maintenant, mais à l'époque où j'ai commencé *Atlantique* en 2019, le monde s'en contrefichait du continent. C'était un cinéma complètement dénigré, méprisé. C'est un honneur pour moi d'être primée sur des films aussi radicaux, parce que je me dis que si j'arrive à être reconnue dans la profession sans avoir fait le moindre compromis, c'est que ce sont des gestes qui sont entendus et reconnus, parce que je mets tout dedans en fait.

Et ça encourage cette démarche...

Oui, c'est vrai que quand *Atlantique* gagne le Grand Prix à Cannes, au-delà de la reconnaissance du travail d'une cinéaste, c'est tout un certain cinéma d'auteur qui est reconnu. C'est aussi une nouvelle génération de productrices, qui sont d'ailleurs des femmes, c'est la défense d'un cinéma audacieux formellement, c'est le wolof comme langue principale du film. C'est la question de l'émigration clandestine, qui est enfin restituée et représentée sous une dimension autre que médiatique. C'est beaucoup de choses qui sont portées, qui sont mises en lumière. C'est une nouvelle génération de cinéastes femmes, c'est beaucoup de choses en fait. Et là, avec *Dahomey*, c'est pareil. Ça prouve que ça salue une certaine inventivité de forme, ça met la lumière sur un sujet qui a besoin d'être éclairé. Ce qui est formidable avec les prix, c'est que ça met énormément de lumière à différents étages, pas seulement sur le réalisateur, mais sur tout ce qui constitue le film. Et je pense que ça encourage aussi peut-être des producteurs à prendre plus de risques pour accompagner des films qui ont l'audace de s'emparer de sujets urgents. ■

MÉDIAS

■ Par Abdoulaye Diallo

Tambacounda – Le directeur général de la Maison de la presse, Sambou Biagui, a annoncé, vendredi, la construction à Tambacounda de la première maison de la presse décentralisée. "Dans le cadre de l'expérimentation des maisons de la presse locales, Tambacounda va accueillir la première Maison de la presse décentralisée ou locale", a dit M. Biagui, lors d'une rencontre avec les acteurs de la presse locale.

Le directeur général de la Maison de la presse Babacar Touré a entamé une tournée nationale. Parlant de la maison de la presse locale, Sambou Biagui a expliqué qu'elle "permettra aux confrères de Tambacounda d'être dans une situation de travail mais également de mieux se perfectionner et de mutualiser leurs forces".

Il a indiqué que le projet de décentralisation de la Maison de la presse Babacar Touré est une "volonté" du président de la République, Bassirou Diomaye Faye, et de son Premier ministre, Ousmane Sonko, de "rendre

TAMBACOUNDA VA ABRITER "LA PREMIÈRE MAISON DE LA PRESSE DÉCENTRALISÉE"

accessible la Maison de la presse à toute la presse nationale".

UNIVERSITÉ DU SÉNÉGAL ORIENTAL : LES TRAVAUX EXÉCUTÉS À 25%

Le niveau d'exécution des travaux de construction de l'Université du Sénégal oriental s'élève à 25%, a indiqué, jeudi, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et l'Innovation, Abdourahmane Diouf, espérant que les enseignements pourront débuter, au plus tard, à partir d'octobre 2026.

"On est à 25% de taux d'exécution des travaux, là où on aurait pu s'attendre entre 12% et 15%", a-t-il déclaré lors d'une visite des chantiers de l'Université du Sénégal oriental en compagnie du gouverneur de la région de Tambacounda, Guedj Diouf, et des autorités locales. Selon le ministre, "le chantier est en avance par rapport aux prévisions (...)". Il a relevé que les 27 bâtiments de l'université, il y en a déjà 21 qui sont sortis de terre avec une qualité "remarquable et au-delà nos prévisions". A ce rythme, le ministre dit espérer, qu'au plus tard, "en



octobre 2026, les cours pourront commencer ici à l'Université du Sénégal oriental et si l'entrepreneur fait des efforts supplémentaires, nous pourrions réceptionner l'université bien avant". Il a par ailleurs salué l'adhésion des populations au projet de construction de l'Université du Sénégal oriental. "Ce qui m'a plus marqué, c'est l'adhésion des populations au projet, il n'y pas de conflits particuliers", a-t-il magnifié. ■

ENTREPRENEURIAT

ACTIV'ELLES ENTAME UNE SÉRIE DE SÉMINAIRES HEBDOMADAIRES POUR LA FORMATION DE SES MEMBRES

■ Par Mamadou Yaya Kanté

Dakar – **Activ'Elles, une association d'entrepreneures sénégalaises, a tenu, samedi, à Dakar, la première d'une série de séminaires hebdomadaires au cours desquels des formations à moindre coût seront offerts à ses membres, selon sa présidente, Maïmouna Dieng.**

"Nous lançons, aujourd'hui, nos séminaires hebdomadaires, qui vont permettre aux entrepreneures de bénéficier de formations à des prix abordables", a dit Mme Dieng lors du lancement de l'initiative.

"Le but d'Activ'Elles est de permettre aux femmes d'avoir les ressources et les performances nécessaires pour être autonomes sur le plan financier, par le biais de l'entrepreneuriat", a-t-elle expliqué.

Pour le lancement de l'initiative, les membres de l'association et leurs formateurs ont planché sur l'utilité de la police d'assurance. Le but de la première séance était de faire connaître aux participantes les types d'assurance, a dit Maïmouna Dieng, ajoutant que la suivante portera sur "la création d'entreprise".

"L'assurance est un facteur de développement. Quand on est assuré, on est courageux parce qu'on sait qu'on est adossé à une institution qui, en cas de sinistre, volera à notre secours", a souligné Raqui Wane, la présidente de la commission chargée du genre et de la mixité professionnelle au CNP, le Conseil national du patronat. ■

INDUSTRIE

COMMERCIALISATION DE L'ARACHIDE : LA SONACOS VEUT "FAIRE MIEUX"

■ Par Modou Sène

Diourbel – **La société nationale de commercialisation des oléagineux du Sénégal (SONACOS) a l'ambition de "faire mieux" que les années précédentes lors de la prochaine campagne de commercialisation de l'arachide dans le but de redynamiser l'entreprise et de créer des emplois, a déclaré samedi son directeur général El Hadji Ndane Diagne.**

"Les autorités sont en train de mettre les moyens pour que la SONACOS puisse rebondir et créer des emplois. Pour la prochaine campagne nous avons l'ambition de faire mieux que les années précédentes", a notamment dit M. Diagne. Il s'exprimait au cours d'une visite à l'usine de la SONACOS de Diourbel dans le cadre de la journée nationale d'investissement humain "Sétal Sunu Réew". "L'ambition des autorités est de permettre à la SONACOS de faire mieux que ce qu'elle faisait les années précédentes en termes d'achat et de transformation des graines d'arachide", a-t-il réaffirmé.

Le nouveau directeur général de la SONACOS compte relancer l'entreprise en développant des activités connexes, citant des initiatives en cours dans ce sens. Cette relance de la SONACOS va contribuer à la création d'emplois pour les jeunes des communes de Ngoyé et Diourbel, a assuré El Hadji Ndane Diagne. "Nous sommes en train de préparer la prochaine campagne de commercialisation de l'arachide. Nous voulons être prêts d'ici la fin de l'hivernage pour pouvoir démarrer avec force les activités de décorticage de la coque d'arachide", a insisté M. Diagne. Le directeur général de la SONACOS a par ailleurs salué "l'engagement et le courage des travailleurs qui ont fait preuve de résilience pour sauvegarder la société". ■

JEUNESSE

LES VACANCES AGRICOLES, UN REMPART CONTRE L'ÉMIGRATION IRRÉGULIÈRE, SELON BAABA MAAL

■ Par Abdoulaye Badji

Ourossogui – **Le lead-vocal du groupe "Daande Leñol" (La voix du peuple), Baaba Maal a salué samedi à Ourossogui (nord), la mise en place du programme des vacances citoyennes, soulignant que cette initiative permet de lutter contre l'émigration irrégulière.**

"Le programme des vacances citoyennes agricoles permet aux jeunes d'avoir des activités et lutter contre l'émigration irrégulière", a dit le chanteur, lors du lancement des activités de nettoyage à la gare routière de Ourossogui, en présence du Premier ministre, Ousmane Sonko.

Baba Maal a invité la jeunesse à croire en elle et à prendre son destin en main. "Il y a beaucoup d'opportunités sur le continent africain à saisir par la jeunesse sénégalaise et africaine de manière générale", a-t-il fait valoir. Il a invité par ailleurs la diaspora sénégalaise à appuyer les initiatives de développement des terroirs des nouvelles autorités étatiques.

L'initiative des vacances agricoles des nouvelles autorités étatiques vise à engager toutes les composantes de la jeunesse à l'atteinte des objectifs de souveraineté alimentaire du Sénégal.

Venu présider la cérémonie de lancement officiel de la 4e édition de la journée nationale "Sétal Sunu Réew", le Premier ministre Ousmane Sonko, a salué la participation du leader du groupe "Daande Leñol", aux activités de la journée nationale de nettoyage. ■

TECHNOLOGIES

■ Par Ibou Mané

Ziguinchor – Le ministère de la Fonction publique et de la Réforme du service public a présenté, vendredi, à l'Université Assane Seck de Ziguinchor (UASZ), le projet "Gov'athon du service public", qui vise à amener le monde universitaire à développer des solutions innovantes pour la digitalisation des services de l'administration sénégalaise.

Cette séance de travail avec l'administration et les étudiants de l'UASZ s'inscrit dans le cadre de la caravane itinérante menée dans les universités du Sénégal, a précisé Ibrahima Baldé, le représentant du ministre de la Fonction publique et de la Réforme du service public, Olivier Boucal.

Cette tournée à travers toutes les universités publiques du Sénégal vise à présenter le concept "Gov'athon" et à rencontrer les étudiants afin de recueillir leurs recommandations et leurs doléances pour une meilleure application de cette innovation, a expliqué M. Baldé. L'objectif, a-t-il ajouté, est de faire de l'administration un vecteur de compétitivité et de performance de l'action publique pour un développement durable du pays.

Le ministère de la Fonction publique s'engage à accompagner les étudiants de l'UASZ porteurs de ce projet, a-t-il assuré, soulignant que le département souhaite à travers cette innovation appuyer l'entrepreneuriat des jeunes.

Ibrahima Baldé estime que la transformation du secteur public passe par la création de solutions innovantes, qui devront concourir à rendre encore plus performante

DIGITALISATION DE L'ADMINISTRATION : LE PROJET GOV'ATHON PRÉSENTÉ À ZIGUINCHOR



l'administration sénégalaise. "Le ministre Olivier Boucal souhaite que cette innovation par le digital soit portée par la jeunesse de ce pays. Et cette jeunesse est formée et bien formée dans nos universités", a-t-il dit.

Le représentant du ministre de la Fonction publique s'est en outre réjoui de voir l'UASZ disposer en son sein d'un incubateur qui associe des acteurs non étudiants. "Nous allons mettre tout en œuvre pour les accompagner à réussir à relever ensemble ces défis de la transformation systémique ; et ce, à travers une administration réfor-

mée, une administration efficace, transparente et au service des usagers", a-t-il promis.

"Le président de la République Bassirou Diomaye Faye souhaite avoir une administration performante au service des populations", a rappelé Cheikh Ndiaye, le secrétaire général de l'UASZ. Il a également souligné que pour avoir une administration performante, celle-ci doit être davantage digitalisée. "Et notre université a du talent pour contribuer à moderniser cette administration au service du développement", a assuré M. Ndiaye. ■

SANTÉ

■ Par Amadou Thiam

Matam – Le ministre de la Santé et de l'Action sociale, Ibrahima Sy, a suggéré vendredi, à Matam (nord), la création d'un centre doté d'un haut plateau médical pour pallier le déficit d'équipements des structures sanitaires de cette région. "(...) il faut penser, à terme, à une mutualisation, ce qui va régler les problèmes des structures sanitaires de la région, liés au manque de matériel, comme le scanner en créant un centre qui pourra réaliser ce service et des analyses", a-t-il dit.

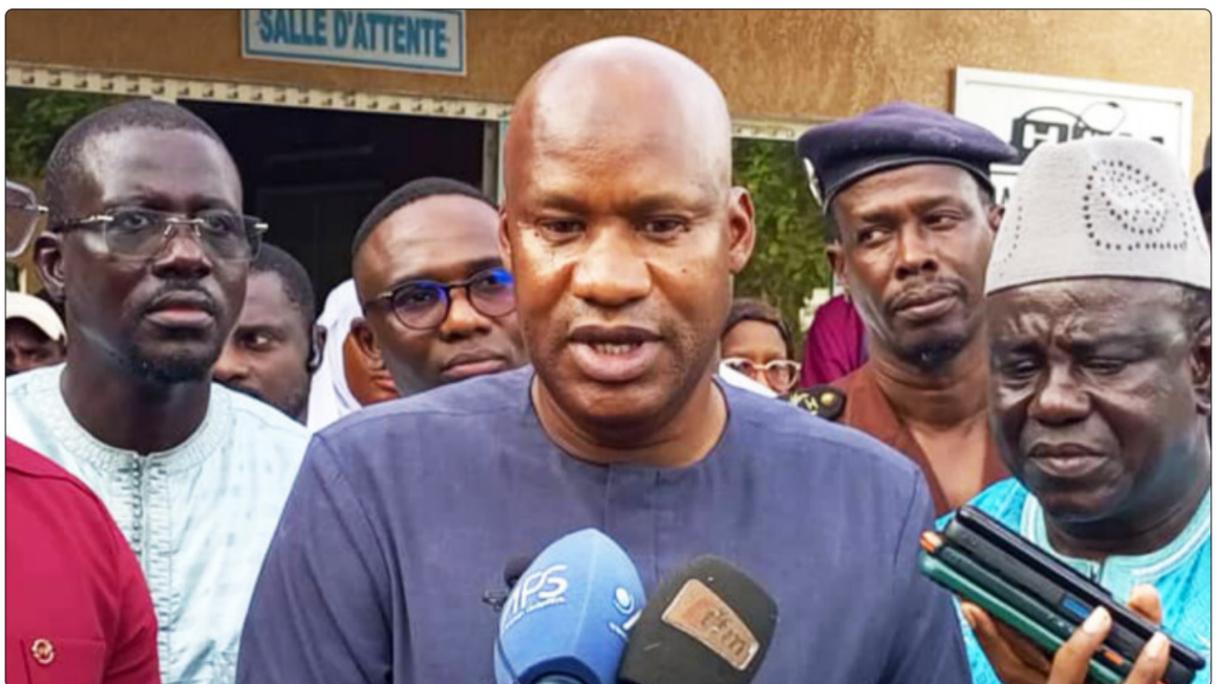
Ibrahima Sy effectuait une visite des structures sanitaires d'Agnam, de Thilogne, et de Sédo Sébé. Il s'est rendu également au cours de sa tournée dans la région de Matam à Ourossogui, pour s'enquérir des travaux du nouvel hôpital, avant de terminer sa visite à l'hôpital régional de Matam.

Cette mutualisation sera une manière d'éviter que chaque établissement sanitaire ait sa structure de radiologie, de scanner et d'IRM, des équipements qui "seront très difficiles à faire fonctionner", a expliqué le ministre de la Santé.

M. Sy a indiqué qu'il y a lieu de faire une analyse des besoins en scanner et la répartition des structures sanitaires dans la région de Matam. "Si on a des scanners et qu'on n'a pas des techniciens pour faire fonctionner le

MATAM

IBRAHIMA SY PRÔNE LA CRÉATION D'UN CENTRE DOTÉ D'UN HAUT PLATEAU MÉDICAL



matériel, cela risque de poser des problèmes", a-t-il estimé. Il a souligné que la région de Matam est confrontée à un énorme déficit d'équipements et de personnel de santé, qu'il faudra renforcer. "Beaucoup de structures doivent avoir un renforcement en ressources humaines", a-t-il signalé, relevant que la région est toutefois bien dotée en établissements sanitaires. Ibrahima Sy a rappelé que la région compte trois hôpitaux, une situation

qu'il considère comme "bénéfique" pour toute la zone. "Nous prions vivement que les travaux du nouvel hôpital de Ourossogui soient achevés. Il permettra d'élargir notre carte sanitaire et de pouvoir répondre aux besoins sanitaires de la région de Matam, mais aussi des régions environnantes, et de la Mauritanie dans une dynamique d'intégration africaine", a-t-il encore souligné. ■

COOPÉRATION

■ Par Fatou Diop

Dakar – Le président Bassirou Diomaye Faye a invité les investisseurs chinois à davantage saisir les opportunités offertes par le développement au Sénégal de parcs industriels et de zones économiques spéciales. "J'engage les investisseurs chinois à saisir davantage les opportunités d'affaires offertes par le développement de parcs industriels et de zones économiques spéciales", a-t-il notamment déclaré lors de la 8e Conférence des entrepreneurs chinois et africains.

Intervenant à cette rencontre organisée en marge du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), le chef de l'Etat sénégalais a souligné la nécessité d'améliorer les facteurs de production et de développer les infrastructures de base pour le transport et la logistique.

Dans un extrait de son discours à cette conférence parvenu l'APS, Bassirou Diomaye Faye n'a pas manqué de rappeler la nécessité de faciliter l'accès à l'électricité à un coût compétitif, pour soutenir la productivité et tirer parti des avantages de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF).

Il a en même temps insisté sur l'importance pour les pays africains de créer un environnement juridique propice aux affaires, par la sécurisation de l'investissement, la minorisation du risque et la levée des barrières tarifaires et non tarifaires aux échanges. ■

... RÉAFFIRME L'ATTACHEMENT DU SÉNÉGAL À LA COOPÉRATION SINO-AFRICAINE

■ Par Amadou Bâ

Dakar – Le président Bassirou Diomaye Faye a réaffirmé, jeudi, à Beijing, l'attachement du Sénégal à la coopération sino-africaine inspirée par des "valeurs communes d'égalité dignité" et "d'avantages mutuellement bénéfiques".

"En tant que président nouvellement élu, prenant la parole pour la première fois au sommet du Forum sino-africain, avec le legs de la co-Présidence de notre Forum, je tiens à réaffirmer l'attachement ferme du Sénégal à la coopération Chine-Afrique, inspirée par nos valeurs communes d'égalité dignité des cultures et des civilisations, d'avantages mutuellement bénéfiques et de solidarité agissante. Le FOCAC, c'est tout cela à la fois", a-t-il dit dans un discours prononcé à l'ouverture du Forum sur la coopération Chine-Afrique (FOCAC), dont il est le co-président.

Ce quatrième forum, qui s'achève vendredi, tourne autour du thème : "S'associer pour promouvoir la modernisation et construire une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique de haut niveau".

"Ce thème est assurément pertinent par la finalité qu'il vise, en ce qu'il prône la modernisation de notre partenariat pour parvenir à nos objectifs communs, malgré un contexte mondial difficile marqué par la guerre, la violence et l'extrémisme de tous bords et une crise économique et sociale persistante", a relevé le président sénégalais dans son discours dont l'APS a reçu copie. Créé en 2000, le FOCAC est devenu un modèle de partenariat efficace fondé sur le dialogue, le respect

A BEIJING, BASSIROU DIOMAYE FAYE VANTE LES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT AU SÉNÉGAL



mutuel et la construction, a-t-il ajouté, rappelant que ce sommet vise à promouvoir "la modernisation de notre partenariat pour parvenir à nos objectifs communs malgré un contexte mondial difficile marqué par la guerre la violence et l'extrémisme de tout bord une crise économique et sociale persistante"

"Les défis sont nombreux et complexes, mais nous pouvons les relever ensemble en resserrant davantage les relations de solidarité politique et économique qui sont au cœur de notre coopération", a plaidé le chef de l'Etat sénégalais.

Une cinquantaine de dirigeants africains participent à ce forum créé en 2000, en vue de consolider un modèle de partenariat économique et politique entre l'Afrique et la Chine. ■

... ET SALUE LE FOCAC COMME UNE ÉTAPE CLÉ DU RENFORCEMENT DES RELATIONS SINO-AFRICAINES

■ Par Abdou Kogne Sall

Dakar – Le Forum sur la coopération Chine-Afrique (FOCAC) marque une étape clé dans le renforcement des relations entre l'Empire du milieu et le continent africain, a souligné, jeudi, le chef de l'Etat sénégalais, Bassirou Diomaye Faye, co-président de l'évènement.

"Le FOCAC marque une étape clé dans le renforcement des relations entre la Chine et l'Afrique, avec des engagements concrets en faveur de l'industrialisation, de l'agriculture, de l'énergie et du numérique", a-t-il indiqué dans un message publié sur le réseau social X.

Le président Faye, qui participe à l'évènement aux côtés d'une cinquantaine de dirigeants africains, a assuré que le Sénégal et la Chine partagent une vision commune de développement et de coopération mutuellement bénéfique.

"Ensemble, nous continuerons à bâtir des projets structurants qui amélioreront la vie de nos populations", a-t-il ajouté, tout en tenant à "remercier chaleureusement le président Xi Jinping pour l'accueil exceptionnel et la parfaite organisation de ce sommet". ■